

Communiqué de presse

Mercredi 27 mai 2015

Une multitude de petites mesures contre le franc fort

economiesuisse publie un catalogue de 40 mesures politiques dont la mise en œuvre soulagerait l'économie dans le contexte du franc fort. Contrairement aux propositions formulées précédemment – comme la mise en œuvre rapide de la réforme de l'imposition des entreprises III ou l'abandon de la révision du droit de la société anonyme – il s'agit de mesures de petite et moyenne envergure, qui apporteraient des améliorations ponctuelles et renforceraient sensiblement la place économique.

L'appréciation rapide et marquée du franc suisse en janvier 2015 a provoqué un choc en termes de coûts, dont les conséquences se feront sentir longtemps encore. Les milieux politiques ne peuvent pas induire un changement fondamental avec des mesures à court terme. Mais ils peuvent soutenir les entreprises concernées en les aidant à réduire durablement leurs coûts.

Dès le printemps, economiesuisse a indiqué quels grands projets politiques devaient être accélérés (clarifier l'accès au marché européen et la politique migratoire, réforme de l'imposition des entreprises III). economiesuisse a également demandé un moratoire sur les projets occasionnant des charges supplémentaires (révision du droit de la société, Stratégie énergétique 2050). En collaboration avec ses organisations membres, economiesuisse a recensé d'autres mesures qui soulageraient certaines branches ou l'économie dans son ensemble face aux nombreux défis actuels.

« Les petits ruisseaux font les grandes rivières »

Le vaste catalogue de mesures recense notamment des réglementations dont la Suisse pourrait se passer sans problème. Elles vont du monopole sur l'importation de l'alcool à des dispositions douanières dépassées pour l'industrie textile, en passant par la réception par type des véhicules importés depuis l'UE. Le catalogue contient aussi des projets de réglementation auxquels il conviendrait de renoncer d'après les milieux économiques. Ceux-ci comprennent de nouvelles interdictions publicitaires, des exceptions protectionnistes au principe du Cassis de Dijon ou une taxe d'incitation sur les pesticides. Le catalogue renferme encore toute une série de réglementations qu'il est urgent d'adapter aux réalités actuelles.

Aux yeux de Rudolf Minsch, chef économiste d'economiesuisse, il est clair que chaque mesure considérée isolément ne modifiera pas grandement la situation économique. Pourtant, « ajoutées les unes aux autres, ces propositions soulageraient sensiblement les entreprises, ce qui serait précieux à l'heure actuelle. Les petits ruisseaux font les grandes rivières. »

Pour toute question :

Cristina Gaggini, directrice romande

Téléphone : +41 78 781 82 39, courriel : cristina.gaggini@economiesuisse.ch